V.I.P (?)

MédiaChartres soutien le monde médical





Au regard de la loi, un abus arbitraire d'autorité est répréhensible, MédiaChartres revient sur « certaines libertés » prisent par le « Gotha V.I.P local » !

— En droit, une décision est considérée comme arbitraire si elle n'a pas de base rationnelle ou de justification, ou si elle est fondée sur une préférence personnelle ou un caprice plutôt que sur des principes ou des règles établis. Une décision devient «arbitraire» et «injuste» quand elle n'est pas conforme aux exigences de la raison ou d'une morale dénuée de pertinence.



Faut t'il renvoyer le **Maire de Chartres**, aux révisions de bases du comportement en société et du droit élémentaire ?

Côté comportement, et concernant ce dernier, il devient de plus en plus **autocratique, hors compréhension** et **sans limite** [...]

Illustration de la perte du sens commun, au profit d'une

vision toute personnelle:

« Gare-Colisée », qui devait théoriquement ouvrir le 16/01/2023 et qui n'a finalement été ouvert au public, que le 06/04/2023 (?) Au Conseil municipal de Chartres du Jeudi 09/03/2023, il a été décidé d'attribuer pour 5 ans, 150 places à la SNCF (suite des tractations de couloir). Une « convention » qui va couter 213.600 € par an à Chartres Aménagement Société satellite de la Mairie, qui est dirigée par … Franck Masselus, conseiller municipal (adjoint aux finances) de la Mairie et PDG de Chartres Aménagement (CQFD)



La **loi** n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique définit le **conflit d'intérêts** comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction » (Art. 2, I°).

https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/fr/publica tion-guide-pratique-sur-prevention-des-conflits-dinteretsdans-lentreprise

https://www.seban-associes.avocat.fr/les-apports-de-la-loi-3ds
-en-matiere-de-conflits-dinterets/#_ftnref6



Est-il normal que, la collectivité paie à la place de **Q-Park ? question** qui devrait en toute logique, et à coup sûr, attirer l'attention du **PNF** (Parquet National Financier).

MédiaChartres à surpris une pratique, qui s'inscrit également dans la rubrique « Fait du Prince« , où comment s'approprier l'espace public, à des fins et intérêts personnels. Et pour surveiller cette « mauvaise pratique« , de faire appel à la société 5/5 pour qu'un vigile soit présent sur le site ! Question: qui règle la facture (la Mairie où le Club sportif avec la subvention de la Ville) ?

Démonstration: transformer les soirs de matchs, un bout de route et un parking (d'habitudes publics) en espaces privés, sans aucun titre !









x x x

mitoyen avec la

Gendarmerie ?



×





MédiaChartres, s'interroge sur la date du retour de la résipiscence ?

Martine Leroy